

**VILLE DE MARSEILLE**  
**MAIRIE D'ARRONDISSEMENTS 13<sup>e</sup> et 14<sup>ème</sup>**  
**CONSEIL D'ARRONDISSEMENTS**

**&**

**Interpellation du CICA Education**  
**sur la fermeture de classes et la suppression de postes d'enseignants spécialisés pour l'aide aux enfants**  
**en difficulté (RASED) sur les écoles du 7<sup>e</sup> secteur**

**Procès-verbal in extenso de la Séance du 11 mai 2011**

**Centre d'Animation de la Busserine- Rue Mahboubi Tir 72 - 13014 MARSEILLE**

*La Séance est ouverte à 17 h 15, sous la présidence de M. Georges HOVSEPIAN, Maire du 7<sup>e</sup> Secteur de Marseille.*

*Monsieur HOVSEPIAN procède à l'appel nominal des élus.*

**LE QUORUM ETANT ATTEINT, LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENTS PEUT DELIBERER.**

**Monsieur HOVSEPIAN.**

On peut avoir une pensée pour Chamia TIR puisque vous connaissez son état de santé, elle vient de perdre un frère de 50 ans, la famille est complètement bouleversée, l'émotion est grande. Nous avons tous une pensée pour Chamia.

**1<sup>e</sup> partie :**

**Interpellation du CICA "Education sur la fermeture de classes et la suppression de postes d'enseignants spécialisés pour l'aide aux enfants en difficulté (RASED) sur les écoles du 7<sup>e</sup> secteur**

**Monsieur HOVSEPIAN.**

Chers collègues, vous savez que ce soir nous sommes réunis en séance CICA suivie du Conseil d'Arrondissements, CICA qui est consacré à l'Education. Vous savez que la situation est grave, nous avons été nombreux depuis des semaines, pour ne pas dire des mois, avant les vacances de Pâques, et après, et même hier, à nous réunir, à nous rassembler lors de différentes manifestations avec les parents, avec les enseignants, avec tous ceux qui défendent l'Education et l'Ecole, et qui ont souhaité créer un débat dans le cadre du CICA. Donc nous répondons à cette sollicitation aujourd'hui.

On ouvre cette séance bien sûr avec aussi une certaine gravité puisque j'ai dit au début que la situation était une situation compliquée et difficile pour la rentrée scolaire prochaine. Mon adjointe à l'Education, Mme Nadia BRYA, va présider avec moi cette séance du CICA dans sa première partie.

Avant d'engager la discussion avec vous il y aura 4 intervenants qui succinctement vont exposer le problème dans le temps qui leur est imparti pour qu'on laisse davantage de temps à la discussion. Ce sont M. Ahmed MANESSOUR, qui est parent d'élève à l'école Font Vert, Mme Josiane KOROBEINIK, qui est enseignante RASED sur l'école Canet Larousse, Mme Myriam MOHAMED, qui est parent d'élève à l'école Bouge, et Sébastien FOURNIER, que l'on ne présente plus et qui est enseignant à l'école de la Busserine, également syndicaliste au SNUipp-FSU.

Après ces interventions vous aurez la parole.

Je demande à Nadia BRYA de venir avec moi ici ainsi qu'aux 4 personnes que je viens de citer pour commencer ces interventions et cette séance consacrée au CICA « Education ». M. MANESSOUR a la parole.

**Monsieur MANESSOUR.**

Bonjour, je suis M. MANESSOUR, je dis bonjour à nos élus, tous conseillers confondus.

Aujourd'hui le problème que nous avons dans nos écoles c'est que nous avons plusieurs écoles, à partir de septembre on va nous supprimer nos instituteurs spécialisés pour les enfants en difficulté, cela s'appelle le RASED, je pense que tout le monde sait ce qu'est le RASED.

Nous avons essayé d'avoir un dialogue très doux au début puisqu'il fallait dialoguer, je vois que l'on ne nous entend pas, que l'on ne nous a pas entendus, donc on a commencé à faire des petits blocages d'une heure pour dire notre mécontentement sur ce RASED parce que c'est très

important. Après on a fait ces fameuses manifestations plusieurs fois, et donc on ne nous entend toujours pas. A partir de là on va encore faire des choses.

Le RASED c'est quelque chose d'important pour nos enfants dans nos écoles des 13 et 14 puisque nous avons des instituteurs et des institutrices qui sont spécialisés pour les enfants qui ont de grosses difficultés. Si nous n'avons pas ce dispositif d'enseignants spécialisés les enfants n'arrivent pas à suivre, donc ils sont obligés d'avoir 3, 4, voire 5 enfants qu'ils viennent récupérer, qu'ils aident à la lecture, à l'écriture, aux mathématiques, à tout ce qui est le socle commun. Si on ne nous entend pas on va essayer de porter le mot un peu plus haut, il y a eu des petites négociations, mais ce n'est pas suffisant, on veut qu'ils entendent mieux, je crois qu'ils sont sourds, on va essayer de leur déboucher un peu les oreilles.

Voilà ce que je voulais dire. Espérons que l'on va continuer notre combat, c'est le vôtre aussi puisque vous êtes nos élus, et faire entendre en haut le mécontentement, arrêter les suppressions de postes pour rien. Merci bien (*Applaudissements*).

**Monsieur HOVSEPIAN.** Mme KOROBEINIK, vous avez la parole.

**Madame KOROBEINIK.**

Bonjour. Je tiens à remercier Monsieur le Maire de la place qu'il nous accorde ce soir et la possibilité d'exprimer nos difficultés... (*inaudible*). Je voulais juste remercier les Conseillers Municipaux et Monsieur le Maire de nous accueillir ce soir ici.

Je me présente, je m'appelle Mme KOROBEINIK Josiane, je suis rééducatrice dans un RASED, un Réseau d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté, dont Monsieur a très bien parlé. Ce sont les enseignants qui viennent chercher les élèves dans les classes, qui travaillent avec eux en petits groupes ou en individuel. Je vais un peu expliquer ce qu'est ce dispositif et pourquoi nous y tenons.

Premièrement, je suis aussi dans la lutte avec les parents, les élus, etc. dans la lutte de ce quartier, et globalement nous défendons non seulement ces postes de RASED mais nous défendons tous les postes d'enseignants, dont les postes RASED font partie. Ici dans le département, mais peut-être que Sébastien le dira mieux que moi, nous perdrons 65 postes, et nous le refusons totalement, dont 40 postes de RASED.

Donc en défendant les RASED nous nous inscrivons dans la lutte pour l'École de la Réussite de Tous, donc la défense de tous les postes d'enseignants. Nous ne défendons pas que des postes, mais aussi des métiers et une idée de la réponse de l'école à la difficulté de certains élèves.

Les personnels des RASED sont des enseignants, ils font partie de l'équipe enseignante de l'école, ce n'est pas un personnel à part, nous avons une formation de maître, et ensuite nous nous spécialisons.

Quelles sont les mesures désastreuses de la carte scolaire ? Même si vous les connaissez je les rappelle parce qu'elles sont absolument parlantes et criantes.

Dans le département comme ailleurs, sur les 65 postes, 40 concernent des postes RASED, c'est considérable, et cela s'ajoute à des pertes de postes depuis trois ans pour les Réseaux d'Aides, et depuis trois ans pour les maîtres de classes.

Par exemple, moi qui suis rééducatrice, en rééducation on est passé d'une centaine de rééducateurs sur l'ensemble des Bouches-du-Rhône à une trentaine aujourd'hui. Pour les quartiers Nord de Marseille, nous sommes 4 pour nous occuper des enfants en difficulté, et en difficulté dans la manifestation et le comportemental, on y reviendra tout à l'heure sans doute dans le débat. Donc dans notre quartier c'est effroyable.

Sur les deux circonscriptions qui nous concernent et qui concernent les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements, les chiffres parlent cruellement d'eux-mêmes, dans la circonscription de Sébastien..., je dis de Sébastien, mais de la circonscription scolaire de ce bout-là, on passe de 7 à 2 maîtres de réseaux, et dans la mienne on passe de 8 à 3 maîtres de réseaux. C'est considérable. Cela veut dire une situation aggravée pas simplement pour les enfants, mais pour les écoles dans notre quartier, ce sont des dommages pour toutes les écoles et tous les élèves. D'abord parce que quand un maître d'adaptation, ce que vous connaissez le mieux, c'est ce qui est le plus présent et c'est ce qui est massivement supprimé dans nos quartiers, quand un maître d'adaptation travaille dans une école, vous le savez, il ne travaille pas que dans une école, il travaille dans une autre école.

Si on supprime ce maître-là non seulement les élèves de cette école et de l'autre école à côté ne vont plus avoir de maître d'adaptation, mais les maîtres d'adaptation restants vont devoir travailler un peu plus avec ces écoles-là et un petit peu moins avec les autres. Ce sont donc toutes les écoles d'un quartier qui sont touchées par ces mesures de suppressions de postes. Ce sont des dommages pour tout le quartier.

A cela s'ajoutent nos inquiétudes, je le dis, mais on n'en est pas là, je ne veux pas être dans le catastrophisme, mais nos inquiétudes à moyen terme dans la psychologie scolaire. Nous craignons le non-remplacement des départs à la retraite des psychologues, et dans le quartier cela nous manquera cruellement. Par ailleurs nous manquons aussi de médecins scolaires, c'est donc tout un pan de l'Education Nationale, et l'aide aux élèves, qui est en train de mourir devant nous, et d'être supprimé devant nous.

Cette atteinte contre les réseaux a commencé avec M. Darcos il y a trois ans. Je ne vais pas être très longue, vous ne l'avez pas été, nous avons beaucoup de choses à nous dire. 4 000 postes supprimés sur 9 000 à 10 000, c'est considérable, même si nous nous sommes déjà battus.

Je suis par ailleurs SNUipp/FSU, et je suis par ailleurs dans une association professionnelle de défense des rééducateurs qui s'appelle l'association des rééducateurs, donc on se bat sur tous les terrains : sur le terrain syndical, au niveau des parents, etc., et on essaye de sauver non seulement nos postes, mais nos métiers et une idée que l'on a de l'Education Nationale.

Il y a donc un collectif de défense des RASED qui se bat depuis trois ans, mais malheureusement on n'arrive pas à enrayer ces fermetures, on n'arrive pas à faire qu'ils nous écoutent, comme le disait Monsieur tout à l'heure.

Qu'est-ce que le RASED ? Vous l'avez dit, c'est un dispositif sur tout le territoire national, ce n'est pas un dispositif propre à la Zone Prioritaire, aux zones où il y a des difficultés concentrées ou aux Zones prioritaires, comme on veut, c'est un dispositif composé d'enseignants qui bénéficient d'une formation supplémentaire en général. Il faut souligner qu'il n'y a plus de formation depuis trois ans, ou pratiquement plus, cela fait aussi partie de nos revendications.

La première de nos revendications c'est le retour de la formation des maîtres de classes, la première et la meilleure des façons de lutter contre l'échec à l'école. De notre point de vue de syndicalistes enseignants, c'est bien sûr la formation des maîtres, et des maîtres formés à la difficulté scolaire. Mais c'est aussi la formation de maîtres spécialisés.

Le RASED est composé de 300 enseignants spécialisés. Vous connaissez très bien le maître d'adaptation qui s'occupe de travailler avec les élèves qui ont des difficultés d'apprentissage, et ce sont globalement les postes qui sont majoritairement fermés chez nous. Les maîtres G, c'est ce que je suis, les rééducateurs qui interviennent quand les enfants et quand l'élève est en rupture avec les apprentissages et avec l'école, avec ses codes ou avec ses règles. Nous travaillons avec un élève ou un petit groupe d'enfants sur l'estime de soi, sur la confiance en soi, pour qu'il renoue avec la classe, qu'il renoue avec l'école, mais il apprend en classe.

Il faut aussi dire, même si je vais être longue, mais au moment où le Ministre lui-même fait des états généraux sur le harcèlement, fait des états généraux sur le décrochage, tente de dire qu'il faut des solutions pour le décrochage scolaire, il décroche là véritablement tout ce qui faisait le lien dans les écoles, le lien avec ces familles, le lien avec ces élèves qui sont en rupture, juste avant que les problèmes ne s'aggravent. Pour nous, au lieu de parler de prédiction de la violence, même d'autres professionnels de la petite enfance le disent avec nous, il faut parler de prévention des difficultés pour les familles et pour les élèves.

Le RASED a donc une mission de prévention, une mission de remédiation aussi, Monsieur l'a dit, de remédiation de la difficulté. Donc nous travaillons avec les équipes enseignantes, avec chaque équipe, et nous travaillons en lien avec les familles, vous le savez, les maîtres E, les maîtres G, les psychologues scolaires reçoivent les familles.

Nous travaillons aussi dans le lien avec les aides extérieures publiques, le médicosocial, etc.

Il aide aussi à la prise en compte des questions de handicap, mais je ne vais pas m'étaler là-dessus, ce qui compte c'est que vous compreniez bien que l'on travaille en réseaux, mais avec les écoles, on n'est pas un corps étranger à l'école, on fait partie prenante de l'école.

Le RASED ce sont aussi des praticiens avec la remédiation, le traitement pédagogique ou non parce que la solution ou la réponse à la difficulté n'est pas forcément pédagogique.

Le maître E ou le maître G travaille à la réconciliation de l'élève avec les apprentissages et avec l'école.

C'est aussi, et c'est surtout le seul service public d'aide aux élèves dans notre pays, je n'ai pas fait d'études, mais je crois que l'on est assez unique dans ce domaine sur toute l'Europe évidemment. C'est donc Le dispositif.

Ce que je veux surtout dire, ce n'est pas une réponse des maîtres de réseau la réponse à la difficulté, c'est une réponse de l'équipe, c'est une réponse collective de l'école, et c'est l'Ecole de la République qui prend ses responsabilités face à la difficulté des enfants, face aux familles en détresse avec leurs enfants en difficulté. C'est cela le RASED, ce n'est pas des professionnels, point à la ligne, c'est un réseau et c'est un lien avec les familles, c'est redonner confiance aux familles au lieu de les culpabiliser, c'est redonner confiance à l'enfant, c'est cela le réseau d'aide. C'est une prise de responsabilité de l'Ecole.

Pourquoi ? Parce que nous tentons de nous pencher..., je n'en ai plus pour longtemps, je sais que je suis un peu longue, mais vous comprendrez ma passion, et je vous remercie d'être un peu patients. Nous tentons en effet de nous pencher sur l'enfant en difficulté, sur sa difficulté, mais nous travaillons aussi à la demande des équipes, je l'ai dit. Ce sont des élèves en difficulté pour qui le soutien ne suffit pas même si le Ministre semble dire que le soutien scolaire c'est la réponse unique à tous les problèmes.

L'élève apprend toujours dans le groupe de classe. Le but de l'action du réseau c'est le réinvestissement scolaire avant le décrochage, je l'ai dit aussi.

Ainsi le RASED, avec ces regards pluriels, et le regard de l'équipe, et le regard des enseignants de RASED, participe à la mise en œuvre de ce travail pour la réussite de chacun et de tous, pour la construction commune des savoirs, et pour l'accès au savoir pour tous.

Je vais vite parce que Sébastien me le demande !

Surtout, et ce que je veux dire ici dans ce quartier populaire dans lequel je travaille depuis 35 ans, pas qu'ici, mais aussi dans le 16e, je veux souligner que de mon point de vue ce n'est pas la difficulté qui pose problème, mais c'est la réponse que l'on nous fait, c'est la réponse que l'on donne, et c'est la responsabilité que prend l'École et la nation face à cela. Ce que nous ne voulons pas dans ces quartiers-là comme dans les autres, c'est une externalisation, c'est-à-dire que les parents qui n'ont plus de réseaux demandent à l'aide privée d'intervenir, dépensent des sous à Acadomia, cela nous coûte en impôts par ailleurs, utilisent leur argent pour avoir une aide.

Le RASED a sa place dans une conception de l'école parce que chaque élève compte. Une école qui ne renonce à personne est une école où on apprend ensemble. Ces enfants et ces familles exigent une autre ambition que celle qui est actuellement imposée aux familles et aux enseignants, un autre projet, une école tournée vers l'élève et vers son avenir.

Je vais être un peu brève. Nous exigeons donc, avec d'autres revendications sur la qualité de l'école que va dire Sébastien, le retour de nos 65 postes dans le département, des réseaux complets avec des maîtres E, des maîtres G, et des psychologues scolaires, le retour à la formation, le retour de nos 3 000 postes que l'on nous a volés depuis trois ans, et bien sûr la formation initiale et continue. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.** Mme Myriam MOHAMED a la parole, elle est parent d'élève à l'école Bouge.

**Madame MOHAMED.**

Bonjour. Je me présente, Mme MOHAMED Myriam, parent délégué de l'école élémentaire Bouge dans le 13e.

Nous sommes là aujourd'hui pour vous présenter nos problèmes. A la rentrée prochaine on a la suppression d'une classe RASED, comme vous le savez tous c'est une classe qui est très importante. Nous sommes très inquiets pour l'avenir de ses élèves, car ils ont besoin d'aide et d'adaptation pour qu'ils puissent continuer avec les autres qui ont eu la chance d'être un peu en avance.

Vous savez très bien que le quartier de Malpassé est un quartier un peu difficile, la plupart des parents de ces enfants-là n'ont pas eu la chance d'aller à l'école pour pouvoir aider leurs enfants, donc nous avons besoin de cette classe-là pour aider ces enfants-là.

Par la suppression de cette classe, nous aurons une augmentation du nombre d'élèves dans les classes, une augmentation des charges des enseignants, on se demande si chaque enfant aura l'aide nécessaire dans la journée. Un enseignant va avoir 25 à 26 élèves, comment va-t-il se débrouiller pour aider tout le monde ?

Dans notre école élémentaire Bouge nous avons un directeur à demi-charge, deux jours pour aller enseigner dans une classe, deux jours pour s'occuper de la Direction et de la relation entre parents et élèves. Cela devient très difficile, par exemple j'ai mon enfant malade, je voudrais appeler la Direction pour prévenir de l'absence de mon fils, mais il n'y a personne pour me répondre, donc on se demande comment et pourquoi l'école Bouge est un peu délaissée de cette manière-là.

Nous avons aussi des problèmes d'insécurité dans notre quartier, dans tout le périmètre de l'établissement. Je ne suis pas là pour vous rappeler ce que vous savez tous, c'est difficile le matin à l'entrée de l'école et à la sortie. Il peut arriver qu'un week-end des enfants, des petits gamins difficiles traversent les barbelés et descendent dans la cour pour jouer au foot ou à autre chose, comme vous le savez tous.

En tant que parent je suis très émue et je m'inquiète pour l'avenir de nos enfants parce que la France de demain c'est nos enfants d'aujourd'hui. (*Applaudissements*)

Nous, école Bouge, nous demandons à l'Inspection Académique de ne pas toucher à notre classe d'adaptation parce qu'elle est pour nous l'avenir de nos enfants. On demande un secrétaire à la rentrée prochaine pour que le Directeur puisse continuer à travailler comme il l'a toujours fait, parce que nous avons un Directeur qui est très super, qui s'occupe des parents, des enseignants et des élèves, et tout le monde est fier de lui. Donc on a besoin d'aider ce Directeur pour qu'il puisse faire son travail correctement. (*Applaudissements*)

Arrêtez de faire des économies en supprimant les postes de l'Education Nationale, on ne peut pas permettre au Gouvernement de faire des économies en supprimant les postes de l'Education Nationale parce que l'Education Nationale est très importante, on peut faire des économies ailleurs, mais ne touchez pas à l'Education Nationale. (*Applaudissements*)

Nous avons un maître qui aide les enseignants, quand un enfant est en difficulté ou qu'il n'arrive pas à suivre les autres il y a toujours un maître à côté, cela fait 4 ans que l'on a ce dispositif à l'école. L'année prochaine nous avons peur que l'on nous l'enlève parce qu'il y a beaucoup de demandes dans l'arrondissement, 6 à 7 demandes, donc on souhaite que l'on nous laisse cette chance-là en attendant que l'on regarde les autres problèmes que je viens de souligner. (*Applaudissements*)

Pour terminer je vais dire vive les enfants, vive les parents d'élèves, et vive les enseignants, n'oubliez pas que l'avenir de nos enfants est dans les mains de la République (*Applaudissements*).

**Monsieur HOVSEPIAN.**

Je donne la parole à notre 4e intervenant, Sébastien FOURNIER, qui est enseignant à l'école Busserine.

**Monsieur FOURNIER.**

D'abord, parce que l'on est sur des constats un peu graves, je voudrais commencer par une note positive, c'est que cela fait 10 ans que je bosse dans ce quartier, et cela fait plaisir de voir que c'est encore un quartier qui est debout, parce que le plaisir que l'on a eu à se mobiliser ensemble ces dernières semaines, même si nous n'avons pas tout gagné, c'était aussi le sens de voir qu'ici, malgré les coups portés, on n'était pas résigné et que l'on était prêt à se battre. Les mobilisations qui ont eu lieu sur le rond-point de Sainte-Marthe ou à l'Inspection d'Académie hier ou avant les vacances ont fait la preuve que les quartiers des 13e, 14e, 15e arrondissements, et du centre-ville, n'étaient pas résignés et étaient prêts à continuer la bagarre. C'est essentiel pour aujourd'hui et pour demain. Première chose un peu positive pour démarrer mon intervention.

Deuxième chose, évidemment c'est de dire que la politique dont on vous a parlé ne tombe pas de nulle part, cela fait 5 ans qu'on la subit, c'est 60 000 suppressions de postes dans l'Education Nationale, c'est entre autres le fait que l'on a supprimé le samedi matin, c'est un peu passé inaperçu, mais trois heures de moins hebdomadaires cela veut dire que sur la scolarité du primaire c'est un an de scolarité qui a été supprimé pour tous les enfants, et ce n'est pas acceptable non plus.

C'est aussi la suppression de nombreux postes qui ne sont pas des postes purement d'enseignants, parmi les revendications que nous avons aujourd'hui cela en fait aussi partie, c'est-à-dire que 65 postes disparaissent sur le département, et je dois dire que nous sommes particulièrement touchés dans les quartiers populaires puisque le choix qui a été fait par l'Inspection d'Académie c'est de supprimer des postes faciles à supprimer, entre guillemets, puisque pas tenus par des titulaires, et concrètement cela veut dire que ce sont ici les quartiers qui en ont le plus besoin qui ont subi le plus ces suppressions de postes.

On supprime aussi les assistants pédagogiques dans les écoles, les jeunes qui sont là pour animer la salle informatique, la bibliothèque, qui sont là pour nous accompagner dans les sorties, vont tous être supprimés des écoles parce que l'on a fait de l'Education une affaire de chiffres, une affaire de budget, on en fait plus une affaire politique alors que l'Education, au-delà du nombre de postes, etc. c'est une question fondamentale pour une société et pour une nation, et on subit un véritable saccage depuis 5 ans.

On n'est pas là simplement pour se battre sur des bouts de chandelles, on est là aussi dans un combat qui est beaucoup plus large que cela, qui est un débat pour une autre république, pour l'égalité des chances. De ce point de vue-là, le fait que particulièrement cela touche les quartiers populaires du 13/14, c'est particulièrement scandaleux et cela nécessite le combat que l'on est en train de mener.

Du coup on est là pour interpeller les politiques parce que l'on a mené des batailles vis-à-vis de notre Inspection d'Académie, c'est légitime, deux fois nous avons été reçus, mais nous n'avons pas été entendus, on va continuer à le faire. On nous répond que l'on a des directives

ministérielles, donc c'est bien à ce niveau-là que cela se joue, et donc c'est à ce niveau-là qu'il faut interpeller.

Donc nous sommes ici pour vous interpeller tous, élus. Il y a des responsabilités politiques, il y a un gouvernement qui est aujourd'hui au pouvoir qui mène cette politique-là, il doit nous rendre des comptes aujourd'hui sur cette politique-là. Puisque l'on va rentrer dans une période dite électorale, j'interpelle tout le monde pour dire qu'il y a des choses à regagner dans l'École sur ce qui a été massacré ces 5 dernières années. Il va falloir qu'il y ait des engagements forts aussi dans les années à venir sur les questions éducatives pour dire qu'il faut regagner les postes qui ont été perdus, il faut redonner à l'École la possibilité de fonctionner correctement. Je vais arrêter là. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.**

Merci à nos intervenants, qui nous ont dressé la situation qui est une situation grave, une situation extrêmement préoccupante. Vous avez vu qu'ils l'ont fait avec beaucoup de passion, mais également avec beaucoup de justesse dans les expressions, et de rigueur.

C'est vrai qu'un mouvement s'est mis en place déjà depuis quelques mois ou quelques semaines, ce mouvement doit continuer. Je ne vais pas employer le mot de « revendication » parce qu'il n'y a pas de revendication, il y a ce qui revient naturellement à l'École. Donc il faut remettre en place. Nous avons encore le temps d'en parler pendant le cours du débat. Maintenant avec Nadia on ouvre le débat, vous pouvez prendre la parole et vous exprimer librement. La parole est d'abord aux citoyens, les élus s'exprimeront après, c'est cela le CICA. Qui veut la parole ?

**UN INTERVENANT.**

Bonjour tout le monde. Je suis délégué des parents d'élèves de l'école de Malpassé les Oliviers, je suis aujourd'hui ici pour témoigner en tant que parent et en tant que père de famille.

Comme il l'a dit tout à l'heure il y a la suppression de 65 000 postes de surveillants des écoles et de départs à la retraite que l'on ne remplace pas, ou 1 sur 2.

J'attire votre attention sur le fait que l'on est à l'abandon... je ne trouve pas les mots... (*Brouhaha*)

**Monsieur HOVSEPIAN.** Exprimez-vous librement.

**LE MEME INTERVENANT.**

Nous sommes désespérés, c'est-à-dire que la France est une mère et j'ai comme l'impression que la France démissionne de son poste. Il faut faire quelque chose. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci de vos témoignages. Qui veut la parole ? Il y a des parents d'élèves, il y a des associations, il y a des enseignants.

**UNE INTERVENANTE.**

Bonjour, Séverine (CHIP), je suis administratrice en CPE 13 sur le Secteur 13/14.

Je voulais savoir, suite à la manifestation que l'on a faite devant (l'IA) l'autre jour, si une délégation avait été reçue et si vous aviez demandé un rendez-vous avec le Préfet, parce que les suppressions de postes sont décidées par le Préfet, disons qu'il a un budget et qu'il fait avec ce qu'on lui donne, est-ce que l'on ne peut pas mener des actions au-delà de l'Inspection Académique ?

**Monsieur FOURNIER.**

Il y a deux choses. Nous avons été reçus deux fois, la première fois les réponses qui nous ont été faites étaient particulièrement odieuses puisque l'on nous a expliqué qu'il n'y avait pas de problèmes sur le traitement des difficultés scolaires et qu'en gros on avait d'autres dispositifs en place qui ne correspondent pas du tout au travail que font les RASED. Hier nous avons été à nouveau reçus, on nous a expliqué de manière plus modeste qu'en gros ce n'était pas du ressort de l'Inspection d'Académie.

Concernant le Préfet, normalement comment cela marche. Une carte scolaire qui est décidée par l'Inspecteur d'Académie est dans un deuxième temps avalisée par ce que l'on appelle le CDEN : le Conseil Départemental de l'Education Nationale qui réunit le Préfet, l'Inspection d'Académie, les représentants des syndicats, et les parents d'élèves.

A ce jour nous n'avons pas de date du CDEN, ce qui est une nouveauté, c'est-à-dire que non seulement ils mettent en place des cartes scolaires particulièrement injustes et contestables, mais en plus ils ne convoquent plus les réunions qui doivent les avaliser. Or il faut savoir que dans un

département en France, je ne sais plus lequel, le CDEN a voté pour la quasi-unanimité contre la carte scolaire, ce qui a posé un gros problème.

Donc on serait en situation de pouvoir faire reculer, en tout cas de mettre une pression sur la base du CDEN, mais à ce jour nous n'avons pas la date de convocation du CDEN, et on craint le pire. La dernière fois à l'Inspection d'Académie on nous avait dit que l'on allait s'en occuper, nous n'avons toujours pas de date, on nous a dit en juin, mais cela pourrait aussi être début juillet. Vous imaginez l'intérêt pour eux de faire un CDEN début juillet. Ce sont les questions de la suppression des postes des enseignants.

Il y a une deuxième chose qui concerne les assistants de direction qui eux, dans l'enveloppe budgétaire... Je rappelle que ce sont des gens qui travaillent pour 800 euros dans les écoles, auxquels on a encore baissé le salaire cette année, on leur a dit que 800 euros c'étaient trop, on leur a abaissé leur salaire à 600 euros par mois ! On ne renouvelle pas ces contrats-là, par contre c'est une autre enveloppe budgétaire qui est directement affectée par le Préfet.

Sur les mobilisations que nous avons engagées à ce niveau-là on nous a expliqué qu'en gros l'enveloppe budgétaire avait baissé, et que l'on avait le choix entre payer moins les gens ou en licencier. On nous demande presque à nous de choisir, donc on refuse de le faire, mais voilà la situation. De ce point de vue-là des mobilisations ont déjà été engagées, mais on n'a pas fait bouger là-dessus.

Un des éléments de mobilisation pour la suite que je n'ai pas évoqué dans mon intervention, c'est qu'évidemment le jour du CDEN il faudra à nouveau être présent dans les mobilisations pour faire pression pour que ce CDEN n'avalise pas cette carte scolaire.

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci. D'autres intervenants ?

#### **UNE INTERVENANTE.**

Je me présente, je suis Mme Lessa (STASIA), j'ai une fille au collège Edouard Manet.

Comme certains élus le savent, on a eu des problèmes de surveillants à Edouard Manet, nous sommes montés avec des professeurs à l'académie, nous sommes repartis avec rien à se mettre sous la dent, donc nous avons essayé les moyens forts. On a bloqué le collège pendant 5 jours, c'est l'Académie qui nous a téléphoné en nous disant *on va essayer de trouver une solution avec vous*. On a récupéré deux surveillants supplémentaires, mais je tiens à dire qu'à un moment les discussions ne servent plus à rien avec ces gens-là, parce qu'il arrive un moment où il faut foncer. On parle, c'est bien de parler, mais il arrive à un moment où, c'est malheureux, mais c'est la force qui compte. On avait fait une réunion avec Sabrina, on a proposé aux professeurs que si on doit bloquer des écoles il faut tenir le coup, il ne suffit pas de bloquer un jour parce que cela ne marchera jamais. Je vous le dis par expérience, il n'y a que comme cela que l'on a obtenu quelque chose parce que quand vous montez en haut on vous dit que l'on ne peut rien faire pour vous, que l'on n'a pas d'argent.

Comme le disait la dame les enfants c'est l'avenir, on investit sur les enfants, vous aurez de l'argent à récupérer, mais il est hors de question pour nous en tant que parents qu'on laisse faire cela.

Comme je vois que je me bats depuis septembre et que je me rends compte que rien n'avance, j'ai décidé de monter une association de parents d'élèves qui se mettra en place au mois de septembre pour essayer d'avancer comme cela, et pour secouer un peu les parents pour leur montrer que c'est grave. Ils ne se rendent pas trop compte des difficultés, je ne connais pas leurs problèmes de famille, etc., mais franchement cela devient grave. Je vous dis la vérité comme je la vois.

J'ai ma fille au primaire et c'est pareil ; si je vois qu'il n'y a rien, je bloque l'école du primaire, et cela s'arrête là.

Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire.

*(Applaudissements)*

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci, Madame.

#### **UN INTERVENANT.**

Bonjour tout le monde, Mohamed (REALI), enseignant dans les quartiers nord également.

Je voudrais revenir sur la situation de ces employés de vie scolaire, ce sont des gens que vous connaissez certainement, qui aident par exemple le directeur à tenir l'administration de l'école. Je voudrais préciser qu'il y a des personnes qui se sont retrouvées au mois de décembre avec deux options, soit accepter de continuer à faire ce métier avec 200 euros de moins par mois, ou le chômage. Par exemple, dans notre école on a une maman qui a préféré continuer à travailler pour 200 euros de moins plutôt que de toucher le chômage. Cela rappelle un peu aussi dans ce contexte ce qui s'est dit à Paris hier avec le RSA, tous ces discours vraiment dangereux sur les

gens qui profiteraient du système. Il y a des gens qui acceptent de travailler pour moins d'argent parce que le travail reste important pour eux.

Ensuite, je voudrais revenir sur les réponses données par l'Inspection Académique lors de la première manifestation. Enlever les RASED oui, il existe d'autres choses pour aider les enfants en difficulté ; les réponses qui avaient été données c'était par exemple le soutien entre midi et 14 heures, ou bien les stages de remise à niveau pendant les vacances d'avril et de février, l'accompagnement éducatif, autant de mesures et de dispositifs qui existent et qui sont basés sur le volontariat, les parents ne sont pas tenus d'y mettre leurs enfants.

C'est donc mettre en garde un peu tout le monde, rappeler que pour certains élèves ce n'est pas en rajoutant des heures que l'on va résoudre les problèmes scolaires, il faut travailler différemment. La culture maintenant, c'est souvent de dire comment vous pouvez dénigrer ces dispositifs, on vous propose de travailler plus et vous ne voulez pas. Or concernant les difficultés scolaires, avec ma petite expérience, je peux dire que ce n'est pas en bourrant des emplois du temps d'enfants de 3 à 10 ans que cela va les aider. Il faut apprendre à travailler différemment, et pendant le temps de la classe ce sont des enseignants supplémentaires qui pourraient faire ce travail.

Méfiez-vous de ce que vous allez entendre, de ce que vous avez entendu il y a deux ou trois ans : qu'est-ce que c'est que ces enseignants qui disent que les stages pendant les vacances ne peuvent pas aider les élèves ? Vous préférez que l'on vous envoie chez Acadomia ? Mais Acadomia ou autres, ce n'est pas ce qui règle les gros problèmes d'apprentissage, il faut une formation un peu plus poussée que celle de l'enseignant lambda. (*Applaudissements*)

### **Monsieur MARI.**

Monsieur le Maire, je souhaiterais intervenir au nom du Groupe Socialiste puisque les élus ont été interpellés par les différents intervenants, et vous donner la position du groupe socialiste sur ce sujet plus que sensible et grave.

Aujourd'hui, des intervenants ont parlé de choix de société, je dirais même que l'on est en face d'un choix de civilisation. Ce choix de civilisation aujourd'hui, il y a un terme un peu barbare que l'on a entendu et que je voudrais décortiquer. On a parlé de la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, cette règle découle de ce que l'on appelle la RGPP, qui est la Révision Générale des Politiques Publiques. L'Etat, pour faire des économies, a décidé et a acté de supprimer un fonctionnaire sur deux, ce sont des enseignants, des policiers, des éducateurs, l'ensemble des personnes qui servent le service public.

Je voudrais aussi vous donner deux chiffres, pour montrer qu'il s'agit vraiment de choix politiques et de choix de civilisation.

On a le coût pour le budget de l'Etat de suppression d'un fonctionnaire sur deux qui s'élève à 300 millions d'euros par an ; donc le fait d'arriver dans cette situation que vous nous avez décrite c'est une économie sur le budget de l'Etat. Je voudrais mettre en parallèle ce que l'on appelle dans le jargon des technocrates les niches fiscales. Une niche fiscale, c'est une réduction d'impôts pour une certaine catégorie de population, vous avez tous entendu parler de la réduction de la TVA pour les restaurateurs, la TVA à 5,5 %, on ne va pas jouer aux devinettes, je vais vous donner tout de suite le chiffre, chaque année grâce à la diminution de la TVA aux restaurateurs cela coûte 3 milliards d'euros au budget de l'Etat.

Vous vous rendez compte que l'on est en train de mettre en parallèle un choix de société avec des suppressions massives dans l'Education qui ne rapporte « que » 300 millions d'euros à l'Etat, et que de l'autre main on fait cadeau à une catégorie de personnel, à une clientèle électorale, je dirais même, de 3 milliards d'euros par an. Je pense que c'était important de le dire.

Même si vos élus locaux que vous côtoyez au quotidien vont vous expliquer que cette situation est due à des finances tendues, on peut leur dire que nos élus locaux que je vais citer, M. GAUDIN, M. BLUM, M. MUSELIER, Mme BOYER, votent la loi des finances chaque année au Parlement pour arriver à cette situation, ce sont eux qui font des cadeaux fiscaux à une clientèle électorale, et qui ensuite arrivent à gagner quelques centaines de millions d'euros sur le dos des citoyens et des ménages les plus modestes.

Au-delà du constat, il faut également faire des propositions. On a été interpellés en tant que parti politique, un des intervenants a expliqué qu'il y avait des échéances électorales importantes dans les mois à venir, je voulais simplement vous dire en quelques mots au niveau du parti socialiste les priorités qui ont été actées, les grandes lignes, on ne va pas faire un meeting électoral, ce n'est ni le lieu ni l'instant.

L'Ecole est considérée au même titre que la santé et la sécurité au cœur des priorités du projet socialiste. Nous sommes conscients qu'il y a des constats inacceptables, aujourd'hui la moitié des

enfants des familles modestes arrivent avec un an de retard en 6e, à 17 ans on a 20 % des enfants des familles les plus modestes qui ont arrêté leurs études.

En partant de ce constat, on considère que les inégalités scolaires se jouent très tôt, et dans le projet socialiste il est prévu de favoriser les conditions d'accueil des plus petits par un plan de création massive de places en crèches, la scolarisation dès deux ans pour les parents qui le souhaitent, et l'accueil obligatoire dès trois ans. On se focalise sur les problèmes de l'école primaire, mais pour réduire les inégalités cela se joue avant, en amont.

Mettre en place un socle commun des savoirs et des compétences : lire, écrire, compter... Une refonte des rythmes scolaires pour alléger les journées de travail et mieux les répartir dans l'année. Aujourd'hui nous avons les journées de travail les plus lourdes d'Europe. Ce sont aussi des constats.

Au niveau de la sectorisation, refondre cette sectorisation avec un indice de mixité sociale.

Un dernier mot, ne pas oublier les enseignants, revaloriser leur métier, rétablir une véritable formation initiale, leur donner les moyens de l'autonomie pédagogique, c'est-à-dire les décharger – les intervenants l'ont bien exprimé- des missions qu'ils n'ont pas à remplir en les confiant à des personnels spécialisés tels que les psychologues et les assistantes sociales.

Voilà en quelques lignes, puisque vous avez interpellé les politiques, un des axes forts du parti socialiste dans les mois à venir, qui sera largement débattu dans les médias, dans les réunions de quartier, dans les meetings. Mais sachez qu'au niveau du parti socialiste l'Education c'est le cœur de notre priorité.

Encore une fois, nous, élus de Secteur, petits élus de base, on vous dit bravo, chapeau pour votre mobilisation, pour ce que vous faites parce que comme l'a dit Sébastien FOURNIER, c'est vrai que nos quartiers ne sont pas morts, ils sont debout, et ils vont encore bouger dans les semaines à venir. *(Applaudissements)*

#### **Madame DIMANCHE.**

Bonjour, je suis Mme DIMANCHE, Présidente du CIQ Saint-Mitre.

Je parle de l'école de mon quartier qui a près de 400 élèves, nous avons 14 classes, les élèves sont obligés de faire deux cours de récréation. On est dans un cas de sur-urbanisation et nous avons un besoin d'écoles. Certes les normes sont encore là, mais il y a quand même des risques. Il existe des normes indicatives et la cour de récréation est trop petite par rapport au nombre d'enfants.

Je voulais aussi demander quelque chose, malgré les 400 élèves des dérogations ont été faites, des enfants qui viennent de très loin sont dans cette école, je suis très étonnée de cela. Je ne sais pas comment il faut procéder, mais je voulais sonner le signal d'alerte. Je vous remercie de votre attention. *(Applaudissements)*

#### **Madame BRYA.**

En termes de réponse sur les inscriptions scolaires, il faut savoir qu'au niveau de la Mairie de Secteur nous interpellons depuis des années, en tout cas depuis au moins 2008 -je parle sous le contrôle de la directrice du CICA Education- la Ville de Marseille concernant les inscriptions. Nous demandons absolument à ce que les inscriptions soient centralisées comme c'est fait dans l'ensemble des villes de toute la France. La seule ville actuellement en France où ce sont les directeurs d'école qui effectuent les inscriptions des élèves s'appelle Marseille.

Mme DIMANCHE, vous avez raison de poser cette question, c'est une question sur laquelle nous interpellons continuellement, je pourrais même dire rituellement, mais l'opposition à la Mairie de Secteur qui est majoritaire au Conseil Municipal et qui se présente pourra nous répondre sur la question de l'inscription scolaire que nous souhaitons centraliser pour simplement une meilleure égalité entre territoires, équité entre les citoyens, et pour que nous puissions régler la question des personnes qui habitent très loin et qui s'inscrivent dans une école qui ne fait pas partie de leur sectorisation. Je crois que vous avez la réponse. *(Applaudissements)*

#### **Monsieur HOVSEPIAN.**

Je vais donner la parole à cette petite élève qui a levé la main, je l'ai fait venir ici, qui s'appelle Yasmine, qui était à la manifestation hier. Elle est à l'école Malpassé les Oliviers en classe de CM1.

#### **UNE JEUNE INTERVENANTE.**

Bonjour, je suis Maire junior des 13<sup>ème</sup>/14<sup>ème</sup> arrondissements.

Comment on va faire sans école, il n'y a pas d'avenir sans école, on va vivre dans la rue. Je vous pose les questions : que fait la France pour protéger notre avenir alors que l'Education Nationale est le symbole de la République ? Alors aujourd'hui on supprime une classe et demain une école. *(Applaudissements)*

**Monsieur HOVSEPIAN.**

C'est elle qui a voulu intervenir. Elle est membre du Conseil d'Arrondissements Juniors mais comme elle est ambitieuse elle veut devenir Maire (*applaudissements*).

**Monsieur BALLESTER**

Bonjour. Je suis Président de l'association des parents d'élèves de Château-Gombert, qui se trouve à peu près à deux kilomètres de l'école de Saint-Mitre.

Nous avons tous le même problème sur le quartier à savoir qu'il a fallu se battre beaucoup l'année dernière, et merci à vous de nous avoir permis de gagner la fameuse 5e classe à l'école maternelle. Donc merci du fond du cœur de la part de tous les parents.

Le problème que nous rencontrons c'est que c'est un quartier qui explose, je pense que ce sont tous les quartiers Nord qui explosent, pour la rentrée normalement il ne devrait pas y avoir de problèmes, d'ici deux ou trois ans se pose sérieusement la question de savoir si on pourra accueillir tous les enfants.

Donc, d'un côté, l'Education Nationale supprime des postes, de l'autre côté nos quartiers grandissent, on nous supprime les RASED, on ne sait pas où on va, et le problème de ne pas savoir où on va crée un grand sentiment, et j'ai bien dit « sentiment », de frustration, et face à cela les parents sont très mal à l'aise. On a besoin d'avoir une certaine lisibilité de l'avenir parce qu'il faut bien imaginer que la scolarité d'un enfant va au minimum de 3 ans et tout le monde espère que cela va durer jusqu'à 22 ou 23 ans, c'est le rêve de tous les parents de pouvoir scolariser son enfant jusqu'à 23 ans. Donc il faut l'envisager sur une longue période. Je pense qu'il n'y a pas que l'école primaire, derrière il y a aussi les collèges, les lycées et l'université. La préoccupation c'est demain, que va-t-on faire demain ? Je vous remercie. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.**

Vous avez tout à fait raison. Hier lorsque nous étions en délégation chez l'Inspecteur d'Académie adjoint, nous avons mis l'accent sur trois choses en particulier, mais sur d'autres choses aussi.

On supprime des postes donc on supprime des classes, et après une école, dans un secteur municipal qui s'urbanise. Il y a 20 000 habitants de plus sur les 13e et 14e arrondissements depuis 1998. Quand j'ai été élu Maire d'Arrondissements il y avait 135 000 habitants, aujourd'hui nous en sommes à 155 000 habitants. Donc l'urbanisation est galopante, les enfants sont là, les familles aussi qui arrivent des environs ou des communes voisines, et on supprime des classes.

Ensuite, on l'a dit aussi, il y a le problème de la sécurité parce que lorsqu'il y a moins d'adultes dans les établissements il y a plus d'insécurité, c'est également exact.

Ensuite, je crois que Sébastien FOURNIER l'a dit, il y a également la situation de la fragilisation de la population dans nos arrondissements où il y a une certaine précarité, et c'est également dans ces lieux-là que l'on supprime des classes et des postes, alors que les effectifs sont là.

C'est juste pour répondre un peu au problème que vous avez posé.

**Madame HONDE.**

Monsieur le Maire, chers collègues, Mesdames et Messieurs. Le Groupe Communiste se félicite de la tenue en ouverture du Conseil d'Arrondissements d'aujourd'hui d'un CICA exceptionnel consacré à l'Ecole. Cette initiative qui se tient au plus près des habitants dans le centre d'animation de la Busserine répond à la fois à la volonté du Maire, M. Georges HOVSEPIAN, des élus de la majorité de Gauche des 13 et 14, et à une urgence démocratique.

Oui, il y a urgence démocratique à débattre et à ce que s'expriment les parents d'élèves, les enseignants, l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, habitants et élus, sur ce qui se passe dans nos quartiers en matière de fermetures de classes et de suppressions de postes de RASED.

Les élus communistes considèrent extrêmement graves les conséquences de la politique de M. Sarkozy et de sa majorité parlementaire pour l'Ecole et le service public de l'Education Nationale.

Cela a été dit précédemment, dans les Bouches-du-Rhône 65 postes d'enseignants seront supprimés, dont les 2/3 concernent les RASED. L'attaque contre les RASED est la plus virulente dans les quartiers populaires, on en compte 9 dans nos deux arrondissements, avec également 5 fermetures de classes maternelles et primaires.

En faisant le choix délibéré d'un dénigrement systématique du service public, des fonctionnaires, et en optant pour la réduction drastique et constante des moyens attribués aux politiques publiques, le Gouvernement condamne ainsi des classes d'âge entières à être celles de l'économie du savoir, et pour une partie d'entre elles obligatoirement à l'échec scolaire.

La suppression des RASED participe sur cette politique délibérée annoncée en 2008 par le Ministre de l'Education Nationale, M. Darcos, avec la suppression de 9 000 postes à raison de

3 000 par an. Il s'attaque ainsi à un dispositif public d'aide aux élèves en difficulté intervenant sur tout le territoire national.

Composé d'équipes pluridisciplinaires, le dispositif RASED permet de combattre les difficultés scolaires à l'école sans renvoyer le problème aux élèves et aux familles, c'est bien là le rôle d'une école pour tous. Cette fonction d'aide à l'inclusion dans l'Ecole est le contraire de celle qui consiste à renvoyer celle-ci à des prestataires, officines privées hors du champ scolaire, ou pour les enfants les plus difficiles à une réponse fondée sur la répression, la mise en marge et la désocialisation.

Il n'y a pas d'exemples depuis le début de l'histoire de l'humanité d'une évolution des civilisations qui ne soit le résultat de l'accès au savoir, à la connaissance, à l'éducation, et à la transmission de celle-ci au plus grand nombre.

Dans notre pays l'école publique et laïque a joué ce rôle émancipateur pour plusieurs générations de nos concitoyens, et de fait a permis le développement technologique et scientifique de notre pays.

La modernité, c'est cela, l'avenir est dans cette voie et non dans les politiques actuelles enfermées dans le dogme du libéralisme et de l'économie de marché.

Nous n'acceptons pas cette conception qui conduit au recul social, économique, et fait obstacle à l'épanouissement humain. Nous sommes convaincus que d'autres choix sont possibles, certes pas ceux du Fonds Monétaire International qui dans sa logique libérale impose comme en Grèce, au Portugal, en Irlande, ou en Espagne, à toujours plus de sacrifices pour les peuples, de privatisation, de baisse des salaires, des pensions et retraites. L'argent existe, des milliards d'euros de dividendes sont accaparés chaque année par des actionnaires des groupes bancaires, industriels ou de service. Ces sommes colossales ne sont pas réinvesties pour le pays, l'économie, l'Ecole, ou le progrès social, mais s'évaporent dans les paradis fiscaux légalisés.

Quand une (...) est si profonde, et l'effondrement d'une société humaine en danger, il faut avoir le courage politique de rompre avec cette logique et d'inverser le cours des choses. Ce à quoi aspire la grande majorité des Françaises et des Français, c'est à une société solidaire fondée sur le partage des richesses créées. Cela passe par la fin du règne de la Droite à l'Assemblée Nationale, afin que de celle-ci émanent des textes législatifs qui permettent la mise en œuvre d'une politique novatrice.

Nous menons ce combat et celui plus immédiat qui vise à mettre en échec les fermetures de classes et la disparition programmée des RASED.

Tous les enfants sont capables d'apprendre. Si l'Ecole prend pour modèle de référence l'enfant qui n'a que l'Ecole pour apprendre il y a urgence à faire front, faisons-le ensemble. Front de lutte et de résistance pour une transformation progressiste de l'Ecole et sa démocratisation. Front de lutte et de résistance pour les services publics, l'emploi, et contre la vie chère.

En conclusion, au nom des élus communistes, je vais dire aux parents d'élèves, aux enseignants, vous refusez la casse de l'Ecole, il faut lutter pour l'avenir de nos enfants. Vous avez raison, vous êtes debout, combattifs la tête haute, nous sommes avec vous (*applaudissements*).

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci, Mme HONDE.

**Madame (LUMINA).**

Bonjour, je suis Mme (LUMINA), présidente de l'association "les Hirondelles en liberté", je m'occupe d'enfants qui ont de gros soucis, qui sont souvent rejetés par l'Ecole.

Tous les enfants sont capables d'apprendre, c'est vrai, mais pas de la même façon et pas tous avec les mêmes moyens. C'est vrai que le RASED est fait dans le but d'aider les enfants qui sont en grandes difficultés, mais déjà le RASED laisse sur le carreau des enfants qui n'ont pas pu être pris en charge. Si en plus on supprime les RASED une grande majorité de ces enfants va rester sur le carreau. Où vont-ils aller ? Le problème est là.

Là on a parlé d'enfants qui sont en grande difficulté parce qu'il y a un problème social, etc., mais on n'a pas parlé d'enfants qui ont des handicaps réels, cognitifs comme la dyslexie, la dysphasie, etc. que le RASED n'aide pas vraiment parce que l'on n'est pas équipé, surtout les maîtres ne sont pas formés pour, et c'est un peu dommage.

Par exemple, des associations comme la nôtre qui s'investissent, qui vont vraiment travailler avec des neurologues, avec des psychologues, et en concertation aussi avec des écoles, parce que même si nous ne sommes pas incrustés au sein des écoles comme le RASED on intervient quand même au sein des écoles dans des Commissions éducatives, on va voir les maîtres, on leur explique comment on travaille avec les enfants.

Certains enfants sont en tellement grande difficulté que quelquefois il faut une déscolarisation pendant un ou deux ans en partenariat avec l'accord académique et avec un tutorat chez nous. C'est-à-dire que ces enfants doivent rester chez nous pendant un ou deux ans, parfois plus. Le

but c'est de les réintégrer à l'École et surtout de leur redonner de l'estime, de leur redonner les possibilités de pouvoir acquérir les outils pour faire d'eux des citoyens à part entière parce que sans éducation on ne peut pas communiquer, on ne peut pas construire, on ne peut rien faire. C'est vrai que tous les parents ont envie que leur enfant reste à l'école jusqu'à 22 ou 23 ans, mais le but de l'École c'est de donner à chacun un métier, de donner à chacun la possibilité d'être bien dans assiette, de vivre sa vie comme on a envie de la vivre, d'être heureux d'aller au travail le matin. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN. Merci,** Madame. Je donne la parole à M DORÉ.

**Monsieur DORÉ**

Bonjour, je suis Tristan DORÉ, je suis directeur d'école à Vitrolles, ce n'est pas le secteur, mais j'ai une raison d'être ici, c'est que je suis le secrétaire départemental du principal syndicat d'enseignants.

Je voudrais d'abord m'adresser à Mademoiselle le Maire Junior des 13e et 14e arrondissements, d'abord pour la féliciter de sa belle et juste déclaration... (*applaudissements*) et pour compléter aussi sa déclaration qu'elle a très bien conclue en disant aujourd'hui on ferme une classe, demain on ferme une école. Je voudrais citer Victor Hugo qui a dit « quand on ferme une école on ouvre une prison ». (*Applaudissements*) C'est quelque chose de très révélateur de la politique éducative, ou plus exactement de la non-politique éducative qui est actuellement mise en place par le Gouvernement. Il s'agit bien du renoncement à l'ambition, à l'idée, à la mission républicaine de l'École de faire réussir tous les élèves sans exception.

C'est écrit dans les programmes. On travaillait jusqu'en 2008 avec des programmes qui avaient été élaborés en 2002 avec un consensus de toute la communauté éducative, des programmes qui, certes auraient pu encore être améliorés, mais non seulement on n'a pas travaillé à leur amélioration, mais on les a massacrés. On les a massacrés à tel point que l'on a fait disparaître, les rédacteurs de ces programmes qui n'ont été personne d'autre que le Ministre de l'Éducation de ce moment-là qui était M. De ROBIEN, qui a fait disparaître la première phrase du préambule de ces programmes, et cette première phrase était « la mission de l'École de la République est d'assurer la réussite de tous les élèves ». Bien évidemment quand on supprime cette première phrase, on n'est plus lié après par cet engagement et on peut faire ce qui est en train de se faire actuellement. Donc on va effectivement faire une École qui n'a plus pour mission d'assurer la réussite de tous les élèves, on est donc dans le renoncement de l'État qui permet à l'État de se désengager.

Le désengagement ce sont les suppressions de postes dont vous ont parlé mes collègues au début de la séance avec toutes les conséquences que l'on connaît : fermeture d'une classe puis fermeture d'une école, et l'ouverture d'une prison à la fin.

On ne veut pas de tout cela, c'est pour cela que le syndicat que je représente est bien évidemment aux côtés de tous les collègues qui sont actuellement dans l'action, qui sont en grève certains jours, qui manifestent, aux côtés des parents. Et on continuera parce que les réponses qui nous ont été faites hier quand nous avons été reçus sont des réponses qui sont totalement inacceptables. On ne fera pas le détail, mais tout ce que l'on peut résumer, c'est *ce n'est pas nous, c'est la faute du Ministre, adressez-vous à lui*. Donc oui, on va s'adresser au Ministre, on ira à Paris le 18 mai, mercredi prochain, pour défilé sous les fenêtres du ministère, et vous êtes tous invités à participer à cette montée à Paris, à cette délégation, le SNUipp a pris quelques places dans un TGV, et nous sommes tout à fait prêt à mettre à la disposition des parents d'élèves qui le souhaitent des places qui ont été réservées.

Cette question des suppressions de postes n'est pas une question d'enseignants, c'est une question de société, c'est une question qui concerne tout le monde, et s'il y a bien une chose dont nous sommes persuadés c'est que nous ne gagnerons, nous les enseignants, rien tout seuls, ce combat ne se gagnera que tous ensemble, enseignants, parents, élus, et nous devons absolument continuer à nous battre, même si on a en face de nous un mur, même si on nous oppose tout le temps des fins de non-recevoir, nous devons toujours nous battre parce que comme cela a été dit tout l'heure il est important de rester debout, de poursuivre ces idéaux, et de se battre pour ces idéaux.

Nos idéaux, c'est la réussite de tous les enfants pour leur donner un métier comme cela a été dit, mais aussi pour les préparer à prendre leur place dans la société, pour les préparer à être de vrais citoyens capables de s'autodéterminer, de décider pour eux, et de se battre quand il est juste de se battre. (*Applaudissements*).

### **UNE INTERVENANTE.**

Je suis conseillère d'Europe Ecologie, je voudrais insister sur le lien qu'il y a entre l'Education et la Santé.

Je travaille en addictologie, donc je vois tous les jours des gens qui ont sombré dans la drogue ou dans l'alcool, et je me rends compte que ceux qui ont parmi leur handicap l'échec scolaire, l'absence de culture, l'absence d'éducation, ont énormément de difficultés pour s'en sortir.

L'Ecole n'apporte pas seulement la possibilité d'avoir un métier ou d'être un citoyen, elle apporte la possibilité avec la culture d'être un outil pour se sentir bien dans sa vie. Lorsque l'on massacre l'Ecole on augmente le nombre de gens qui ne sont pas capables de se débrouiller par eux-mêmes dans la vie, de dépasser les épreuves, de s'en sortir. On les retrouve après tout cassés avec de grandes difficultés pour les aider à s'en sortir. C'est donc très important.

Je vous rappelle que l'Organisation Mondiale de la Santé a identifié les déterminants sociaux de la santé, et parmi ces déterminants sociaux d'une bonne santé, c'est-à-dire pas seulement l'absence de maladie, mais le bien-être, il y a la petite enfance et l'Education.

C'est tout ce que je voulais dire. Bravo pour vos... (*inaudible, applaudissements*).

### **Monsieur MANESSOUR.**

Beaucoup de personnes ont parlé, il me semble que c'est essentiel par rapport à la suppression des postes, au RASED, etc. Mais il y a un truc qui est que nous au début, en tant que parents, on ne se concentrait pas à la clarté, avec l'Education Nationale on ne connaissait pas la clarté, il y avait toujours Monsieur le Directeur, les enseignants, le maître, etc. Là maintenant on est en train de comprendre.

Déjà, on nous a fait sortir des Zones d'Education Prioritaires, on était bien d'accord. Après on a entendu le RAR, le Réseau d'Ambition et de Réussite, maintenant on est encore plus en crainte parce que l'on entend CLAIR ce qui veut dire Collège, Lycée, Ambition innovation Réussite ; maintenant on va entendre ECLAIR, cela veut dire quoi, éclair au chocolat ? CLAIR on se posait des questions, qu'est-ce que c'est ECLAIR ? CLAIR on a entendu, on connaît les textes de loi pour CLAIR, par contre que veut dire le E ? Est-ce que cela veut dire Ecole ? On a vraiment la crainte de savoir ce qui va être là-dedans. Aujourd'hui il n'y a aucun texte de loi sur ECLAIR, il y en a un sur CLAIR, mais pas sur ECLAIR. (*Applaudissements*)

### **Madame TRISCARI.**

Monsieur le Maire, chers collègues, Messieurs et Mesdames les responsables enseignants, parents, du CICA Education, je voudrais d'abord vous remercier pour votre brillante interpellation, pour votre implication nous expliquant ce que vous subissez par des conséquences désastreuses touchées par des mesures gouvernementales, et notamment la carte scolaire, aussi bien au niveau local que national.

En effet, nous sommes confrontés depuis un certain temps à des mesures mises en place par l'inspection académique sur la carte scolaire, à la suppression de 65 postes d'enseignants dans les Bouches-du-Rhône, 9 postes de RASED, et 7 suppressions de classes dans notre secteur, 16 000 fermetures de postes à la rentrée.

J'espère que notre délibération portée ce soir sera entendue lundi prochain au Conseil Municipal, qu'elle fera écho jusqu'au Ministre afin de le faire reculer sur ses décisions qui vont mettre les écoles en difficulté, à une véritable casse de l'Ecole, outil républicain qui permet encore de faire perdurer certaines valeurs de solidarité, d'émancipation, où chaque enfant doit avoir sa chance. A ces enseignants aussi qui travaillent majoritairement dans des quartiers populaires et difficiles, qui font le maximum pour ces enfants pour leur donner une chance.

Vous dire aussi que nous sommes là à vos côtés. Nous rejetons cette carte scolaire et ses principes.

Je me demande où est l'égalité des chances aujourd'hui pour ces enfants. On s'attaque à l'Ecole, à l'école maternelle aujourd'hui on n'accepte plus les enfants qui n'ont pas trois ans à la rentrée scolaire, demain ce sera la disparition des crèches pour la mise en place des jardins d'éveil, et là il faudra aussi se battre parce que l'on va faire disparaître les écoles maternelles. C'est un vrai recul en arrière. Avec notre majorité et mes collègues nous le déplorons aujourd'hui, et nous continuerons à défendre avec vous notre Ecole de la République, et une vraie politique éducative. Voilà ce que je tenais à vous dire, merci. (*Applaudissements*)

### **Monsieur NASSUR.**

Monsieur le Maire, mes chers collègues, depuis tout à l'heure nous avons entendu les difficultés que rencontrent les familles et les professeurs, je voudrais déjà vous dire bravo pour le travail que vous faites.

Par contre, je voudrais m'adresser à nos collègues élus de la majorité qui sont du gouvernement actuel, et leur demander quelles sont les réponses apportées aujourd'hui à ces familles-là, et à ces professeurs qui sont ici avec leurs inquiétudes. (*Applaudissements*)

### **UNE INTERVENANTE.**

Le problème a toujours existé, il existe, et il y aura toujours des suppressions de postes. Nous sommes au courant parce que l'on a toujours milité, nous avons toujours eu ces problèmes-là.

Vous nous connaissez pour la plupart d'entre vous, on travaille sur le quartier de Malpassé exactement dans l'école Bouge, vous connaissez tout ce que l'on endure, les problèmes, une association qui n'a pas de local, qui a fait le soutien scolaire des (...) culturels. Nous ne sommes pas là pour demander quoi que ce soit, mais on sait que le problème existe et qu'il y aura des suppressions.

Ce que l'on veut demander aujourd'hui à nos Conseillers d'Arrondissements surtout, moi personnellement en tant que parent d'élève... parce qu'au début je n'étais pas parent, j'ai été étudiante et j'ai commencé ce combat. On a pu avoir des étudiants en DEUG, en Master qui nous ont aidés à avoir du soutien scolaire sans local, et vous savez que je n'ai pas le droit d'avoir 3 enfants chez moi qui ne sont pas les miens pour faire le soutien scolaire, je connais aussi le droit français.

Arrêtons de dire toujours qu'il n'y aura pas de suppressions de postes, si, il y aura des suppressions de postes. Nous avons eu le problème de la fermeture de la Rose, nous en avons discuté avec vous, on sait qu'elle se fera, nous avons toujours eu ces problèmes-là.

Mais qu'est-ce que l'on doit faire aujourd'hui ? Vous êtes Conseillers d'Arrondissements, on est parents d'élèves ici, je vous demande d'aller au moins déléguer dans les quartiers. Ce sont des choses que l'on dit toujours dans les CICA Education que ce soit à Saint-Just ou à la Mairie du 13e arrondissement, chaque fois que vous nous voyez dans les réunions.

La plupart d'entre nous travaillent. L'anniversaire de ma fille c'est aujourd'hui, mais je suis venue parce que mon mari n'est pas là, d'habitude nous sommes en couple avec nos collègues, j'ai même arrêté de travailler avant l'heure pour venir assister à cette réunion pour vous dire arrêtons, il y aura le problème. Mais allez déléguer au moins dans les quartiers, dans les écoles, une fois par trimestre pour ne pas dire par mois pour discuter des problèmes, et qu'il y ait une suite.

Je n'ai pas grandi à Marseille, je viens de Lyon ; en arrivant au quartier Malpassé, j'ai vu beaucoup de choses que je n'avais jamais vues. J'étais à l'université à Lyon, il y a des choses à Saint-Jérôme que je n'ai jamais vues, ainsi que mon mari. Alors arrêtons, il faut que l'on change. On sait qu'il y aura des fermetures, mais limitons les dégâts, et réveillons-nous. On vient toujours parler des problèmes, mais il faut qu'il y ait une suite. Je vous demande une suite parce que l'on parle de ces problèmes. (*Applaudissements*)

Je remercie la jeune fille, bravo. On était dans la manifestation avec elle, je ne te souhaite que du bonheur. J'ai commencé tôt, je ne pensais pas que mes enfants allaient subir ce qu'elle subit aujourd'hui. Merci et au revoir. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.** Ensuite, je donnerai la parole à Nadia BRYA, et clôturera avec la délibération.

### **Monsieur FOURNIER.**

Puisque nous sommes venus ici pour discuter on aurait aimé pouvoir discuter avec tout le monde. De ce point de vue-là, du fait qu'aucun élu de l'UMP n'ait pris la parole, c'est assourdissant. Il y a un gouvernement qui est au pouvoir, qui empêche... (*Applaudissements*)

A l'Inspection d'Académie on nous explique gentiment que l'on s'est trompé de problème et que cela n'a rien à voir, on vient ici dans un Conseil Municipal et personne n'assume cette politique-là, c'est un peu étonnant, première chose.

Deuxième chose, puisque cela n'a pas été dit, je veux dire que ce qui est en train d'être payé, ce que nous sommes en train de payer, ce que nos familles de nos quartiers sont en train de payer, c'est le remboursement d'une crise qui n'est pas la nôtre, parce que l'on commence à le perdre de vue ; derrière des débats éternels sur les budgets qu'il faut équilibrer, etc. cette crise-là n'est pas la nôtre, elle a été créée par les banques, elle a été apportée. On nous a expliqué que personne ne la paierait, mais aujourd'hui ces politiques-là, ces politiques publiques où on est en train de dévaster l'Education, l'Hôpital, et tout de reste, ce n'est pas notre crise, nous n'avons pas à la payer. (*Applaudissements*)

Dernière chose pour dire que l'on programme pour la mi-juin des états généraux de l'Education sur la question d'une éducation pour tous, que l'on souhaite organiser ici dans le 13/14, on

s'adressera à la Mairie pour voir dans quelles conditions on peut organiser cela avec vous. Syndicalement on est en train de prendre des dispositions pour organiser cela. On a appelé cela « états généraux » parce que l'on veut mettre en place des cahiers de doléances par école pour les enseignants, pour les parents, qui soient là pour un temps revendicatif et un temps de débat et de discussion parce que cela fait des années que l'on est contraint de se battre contre une politique, mais il faut aussi qu'en politique on soit capable de proposer autre chose sur les questions éducatives. (*Applaudissements*)

### **Monsieur DORÉ.**

Je voudrais reprendre la parole pour soutenir mon collègue et ami, Sébastien, parce que ce qu'il fait, interpeller les élus de l'UMP, c'est courageux, et je vais l'épauler. (*Applaudissements*)

Je voudrais dire à quel point la majorité présidentielle manque de courage parce qu'il faut quand même savoir que les opérations de cartes scolaires négatives, et il était prévu qu'elles soient négatives puisqu'il était annoncé 8 967 suppressions de postes en France, ont toutes été reportées à l'issue des élections cantonales. Ce qui prouve bien à quel point le Gouvernement est conscient de sa mauvaise politique, et il n'a pas le courage de l'assumer.

Cela a des conséquences qui dépassent la carte scolaire qui sont qu'à la rentrée, en septembre, toutes les écoles n'auront pas les enseignants nommés parce que nous avons pris plus d'un mois de retard sur l'ensemble des opérations, et c'est aussi extrêmement grave.

Cela veut dire que nous allons partir en juin, début juillet, en vacances, sans savoir pour certains d'entre nous où nous travaillerons l'année prochaine, et sans savoir pour les directeurs d'écoles avec quels collègues ils travailleront. Nous ne saurons donc pas comment organiser les classes, et nous ne saurons pas par exemple quoi commander, le nombre de cahiers, les manuels, etc. Ce qui veut dire qu'à la rentrée en septembre les élèves, par la faute du Gouvernement qui a choisi de reculer les opérations de cartes scolaires, ne seront pas accueillis dans les conditions les meilleures. (*Applaudissements*)

### **UNE INTERVENANTE.**

Je tiens quand même à rassurer le professeur et le Monsieur, là-bas, ils ne répondent jamais... (*Applaudissements*) Nous avons eu l'expérience avec le collègue, ne vous inquiétez pas ils ne répondent jamais, ce n'est pas leur problème. Deuxièmement, Madame, je tiens quand même à vous interpeller sur les élus, comme vous dites, je suis désolée, mais les élus étaient derrière nous, ils nous ont soutenus, donc je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce que vous dites. Par contre je comprends votre mécontentement, je vais vous donner le micro et vous allez parler avec les personnes concernées.

**UNE INTERVENANTE.** On travaille avec eux... (*Brouhaha*)

### **UNE INTERVENANTE.**

Si vous voulez une suite, je vous donne le micro et vous allez parler avec les personnes concernées. En tout cas, moi, je les remercie, ils ont été là pour nous. (*Applaudissements*)

### **Monsieur HOVSEPIAN.**

D'habitude, Mme ANDRIEUX, qui est députée de cette circonscription, est toujours présente à nos Conseils d'Arrondissements. Elle fait le choix du Conseil d'Arrondissements et quitte l'Assemblée Nationale un peu plus tôt que ses autres collègues qui peuvent aussi voyager, bien sûr. Ce soir, elle n'a pas pu le faire et m'a demandé, non seulement en tant que Maire d'Arrondissements, mais en tant que son suppléant, de porter également sa parole, ce soir, à ce Conseil d'Arrondissements, donc bien entendu au CICA. Je vais résumer un peu ce qu'elle a voulu dire.

Elle nous fait remarquer qu'il y a eu 16 000 suppressions de postes en 2010 sur le plan national, 13 500 en 2009, 11 200 en 2008, au total ce sont depuis 2003 70 000 postes qui ont été supprimés dans l'Education Nationale. 50 000 autres suppressions sont attendues d'ici 2013.

Paradoxalement, l'effectif des élèves ne cesse d'augmenter, ainsi que le taux de natalité.

Le Gouvernement invoque la nécessaire réduction –vous l'avez dit, les uns et les autres- des dépenses publiques pour justifier les suppressions de postes, mais fait porter l'effort financier sur le seul avenir des jeunes, alors que le Gouvernement offre dans le même temps de nombreux cadeaux fiscaux aux plus riches.

Or, l'école laïque de la république a pour mission de donner à chaque enfant un accès au savoir dans les meilleures conditions possible. Chaque jour, par ses décisions, le Gouvernement s'éloigne un peu plus de cette mission. Le budget dédié à l'enseignement scolaire pour 2011 fait l'impasse sur l'avenir et aggrave les problèmes déjà rencontrés à la rentrée 2010 et aux rentrées

précédentes. Les conditions de l'enseignement se dégradent pour les élèves et pour les enseignants : suppressions de postes, surcharges des classes, difficultés de remplacement des enseignants, non-scolarisation des enfants de deux ans, diminution de l'offre de formation professionnelle des enseignants.

Le Ministre de l'Education Nationale a attendu le lendemain des cantonales pour dévoiler la carte scolaire, et pour cause, des classes vont fermer, des postes vont être supprimés, postes qui assurent la cohésion de notre système éducatif et la réussite de tous les élèves.

Ma collègue, Sylvie ANDRIEUX, dans une question écrite publiée le 3 mai au Journal Officiel, demande au Ministre de l'Education Nationale de remédier rapidement au blocage du renouvellement des contrats aidés dans l'Education Nationale, et des appuis précieux pour faciliter grandement le fonctionnement de l'école.

En conclusion, le Gouvernement sacrifie l'avenir des enfants de ce pays en ne faisant aucune prévision ni investissement dans son Ecole publique. Ces régressions ne sont plus acceptables, nous devons nous mobiliser pour exiger la restitution des postes supprimés, et mener la bataille pour obtenir des moyens à la hauteur des besoins et à la hauteur des ambitions du service public Education. (*Applaudissements*)

S'il n'y a pas d'autre demande de parole, notamment de la part des parents, des syndicats et autres, je sais que tous les élus peuvent tous parler, mais nous allons ensuite continuer par le Conseil d'Arrondissements proprement dit, et là encore vous pourrez vous exprimer.

La parole à Mme MEGUENNI. Ce sont les dernières paroles dans le cadre du CICA, après ce sera à Nadia BRYA.

#### **Madame MEGUENNI.**

Il me semblerait important de dire qu'au-delà de l'école, c'est tout le dispositif scolaire des quartiers qui est touché, c'est-à-dire que l'Etat se désengage aussi au niveau des associations, des financements des associations. Tout le travail qui a été fait depuis 30 ans au niveau des relations entre les parents et les quartiers, il y avait 17 ou 20 parents-relais, aujourd'hui il n'en reste plus que deux sur tout le territoire du 13/14. Je pense que politiquement il y a une volonté de détruire aussi toute la dynamique associative, toute la dynamique militante et citoyenne des quartiers. Au-delà de l'Ecole il ne faut pas regarder que d'un œil, mais il faut regarder la société en général. Je suis d'accord que l'on paie, ils font payer aux pauvres, aux citoyens les plus défavorisés la crise économique, et ce n'est pas normal. Je voulais rajouter cela. (*Applaudissements*)

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci. La parole est à Mme BRYA.

#### **Madame BRYA.**

Que dire ? Beaucoup de choses ont été dites, beaucoup de choses ont été énoncées. En tant que déléguée à l'Education sur cette Mairie des 13e et 14e arrondissements, je voudrais d'abord remercier les intervenants, remercier Josiane KOROBEINIK. Merci, Josiane, de nous avoir fait part de ton expérience et des difficultés qui étaient rencontrées dans le cadre de cette expérience-là.

Merci à Ahmed MANESSOUR, de l'école de Font Vert, de nous avoir expliqué aussi les difficultés auxquelles sont confrontés les parents dans ces conditions-là.

Merci à Myriam MOHAMED, de l'école Bouge, de nous avoir fait part de la difficulté qui existe sur son école, et de tout ce que ces fermetures vont entraîner dans son quartier et pas uniquement en termes scolaires, aussi en termes de sécurité.

Merci à Sébastien FOURNIER, qui est à l'origine de tout cela, pas un peu, mais beaucoup puisque c'est lors d'une rencontre où nous nous sommes croisés tous les deux qu'il m'a dit que ce serait bien que l'on en parle en Mairie de Secteur, etc. Les syndicats ont démarré un mouvement. Merci à toi, Sébastien, d'en avoir été l'instigateur sur le 13/14, de le porter, de l'entretenir et de faire en sorte que ce mouvement-là, comme tu le disais très justement, que les personnes qui sont ici dans ces quartiers restent debout sur la question de l'Education. Donc merci vraiment pour ton engagement dans ces quartiers. (*Applaudissements*)

Nous avons des personnes engagées, des personnes engagées fortement dans nos quartiers, des parents d'élèves, des principaux de collèges, des directeurs de centres sociaux, des professeurs, des syndicalistes, des enseignants, des élus, sauf que cet engagement-là c'est un engagement qui aujourd'hui prend une forme politique, prend une forme politique au sein du CICA « Education ».

Vous avez tous fortement interpellé les politiques aujourd'hui, et leur action. Moi, en tant que déléguée à l'éducation, je laisserai le soin au Maire de conclure sur notre position et sur notre vision de l'éducation, mais je voudrais peut-être un peu vous dire ce qui se passe aujourd'hui en matière d'éducation sur le 13/14.

Je l'ai encore dit à l'Inspecteur d'Académie hier matin lorsque nous étions reçus, je le redis ici publiquement et pas dans un bureau ou avec une dizaine de personnes, je le redis publiquement devant l'ensemble du Conseil d'Arrondissements, nous sommes assis sur une cocotte minute, nous sommes assis sur une cocotte minute qui n'attend que d'exploser, qui n'attend que d'exploser parce que les difficultés sociales s'accumulent, parce que les difficultés à vivre simplement s'accumulent, parce que cela devient de plus en plus compliqué pour diverses raisons, vous les connaissez tous autour de cette table et dans cette salle.

Si en plus, le seul élément qui nous reste dans nos quartiers, dans les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements de Marseille, la question de l'Education, si l'Education n'est plus à la portée de tous parce que c'est de cela dont on parle, c'est comment on arrive à mener tous les enfants vers la réussite scolaire, et non pas quelques-uns, et non pas sélectionnés. Nous on n'a pas envie d'une Ecole pour les riches et d'une Ecole pour les pauvres, les riches s'en sortiront toujours, ils auront toujours les moyens de payer une autre école.

L'Ecole pour laquelle on se bat aujourd'hui c'est une Ecole, cela peut paraître vieillot, cela peut paraître ringard, c'est l'Ecole de Jaurès, c'est l'école publique, laïque, et gratuite. *(Applaudissements)*

C'est permettre simplement à tous les enfants de pouvoir avoir accès au savoir, de pouvoir avoir accès à la critique parce que l'école ce n'est pas simplement dire *je suis bon en histoire/géo, je suis bon en mathématiques*, l'Ecole c'est celle des citoyens, c'est celle qui permet de dire *je suis d'accord*, c'est celle qui permet de dire *je ne suis pas d'accord*, c'est celle qui permet d'avoir une expression.

Alors, se battre pour l'Ecole, je ne me bats pas pour les fermetures de postes, je me bats d'abord et avant tout pour l'Ecole de la République. Et cette Ecole de la République passe par la non-fermeture de postes, plus on ouvrira de postes, plus on ouvrira de classes, plus on ouvrira d'écoles, et plus la République sera en bonne santé, et plus la démocratie sera en bonne santé. Yasmine a pris la parole tout à l'heure, elle n'aurait pas pu la prendre sans l'Ecole, elle n'aurait pas pu la prendre si à un moment donné ses maîtres n'avaient pas été là pour l'engager dans la voie du savoir, dans la voie de la critique.

Alors cette Ecole-là, que l'on défend, cette Ecole-là pour laquelle on se bat, cette Ecole-là pour laquelle on est présents en tant qu'élus dans les conseils d'écoles, on est présents en tant qu'élus dans les manifestations, l'ensemble des élus de la majorité ici, des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements a suivi l'ensemble du mouvement, a été présent chaque fois qu'il a fallu le faire.

La semaine dernière, nous étions encore à Sinoncelli, la semaine d'avant à Rose Saint-Théodore, la semaine encore avant à Val Plan, je ne vais pas citer toutes les écoles sur lesquelles à chaque fois la présence des élus est constante. Cette présence-là n'est pas uniquement faite sur des histoires numériques parce que l'on ne parle pas de chiffres, on refuse que l'on nous parle simplement de chiffres, on veut parler du fond, on veut parler de la qualité du service public. Les 63 postes qui sont demandés au niveau académique ce n'est pas 63 en termes de nombre, ces postes qui sont demandés c'est simplement pour garantir la qualité de l'intervention publique, du service public de l'Education.

Je crois que l'on a le choix, et j'en terminerai là puisqu'il y a un Conseil d'Arrondissements qui suit, je vais paraphraser MEIRIEU qui dans un livre disait : "*on a le choix, c'est soit l'Ecole, soit la guerre civile*".

Alors oui, donner plus de moyens à l'Ecole c'est permettre plus de démocratie, c'est permettre plus de République, et c'est peut-être éviter la guerre civile aussi. Merci. *(Applaudissements)*

### **Monsieur HOVSEPIAN.**

Chers amis, Mesdames et Messieurs, merci aussi à mon tour et au nom de l'ensemble des élus de notre Mairie d'Arrondissements, pour vos différentes interventions et pour le débat nourri que vous avez animé. C'est un débat qui a été sérieux, un débat qui a été rigoureux, un débat qui même parfois était passionné, mais bien sûr l'Ecole c'est la passion, et la passion c'est aussi l'Ecole, et également les témoignages qui nous ont été donnés ici.

Tout ceci montre qu'il y a vraiment un démantèlement dans l'Education Nationale. L'Education Nationale, l'Ecole, ne doit jamais être une charge pour l'Etat, cela doit être une chance pour l'Etat parce que c'est là que l'on prépare les citoyens de demain, comme l'a dit notre Conseillère d'Arrondissements junior qui a pris la parole. Voilà le problème tel qu'il est posé.

Pour répondre à ce que Madame a dit, et également en conséquence de tout ceci, je ne vais pas reprendre point par point tout ce qui a été dit, on va délibérer très officiellement, les élus vont délibérer très officiellement un rapport qui leur est soumis aujourd'hui, et ce rapport va saisir le Maire de Marseille et l'Inspecteur d'Académie.

*(Applaudissements)*.

## **CONSEIL D'ARRONDISSEMENTS**

### **RAPPORT N° 11-48 7S**

**Objet : Avis du Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements sur la carte scolaire 2011-2012.  
(Rapport distribué en séance)**

#### **Monsieur HOVSEPIAN.**

Je ne vais pas rappeler tout le contenu du rapport que les élus ont devant eux, mais simplement rappeler les mesures proposées par l'Inspecteur d'Académie pour l'année scolaire 2011 et 2012, cela a été dit, mais je reprends dans l'ordre :

\* 7 fermetures de classes dont une CLIN et une CLIS, : 2 classes en écoles maternelles à Saint-Théodore la Rose et à Saint-Barthélémy les Flamants, donc là c'est la ZEP dans le 14<sup>e</sup> arrondissement ; 5 classes en écoles élémentaires : Sainte-Marthe, Saint-Joseph Micocouliers, Rose Sauvagine, Canet Jean-Jaurès, fermeture d'une CLIN dans le 14<sup>e</sup>, Frais Vallon Nord, et fermeture d'une CLIS dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

\* 9 suppressions de postes de maîtres spécialisés des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté, les RASED : 8 en écoles élémentaires : à Bouge, Malpassé les Oliviers, Busserine, Clair Soleil, Emile Vayssière, Sainte-Marthe, et 2 postes à Sinoncelli ; 1 poste à l'école maternelle Font Vert.

On nous donne aussi 2 ouvertures de classes dans la ZAC de Château-Gombert : une classe élémentaire, et une classe CLIS élémentaire à Rose Castors.

Voilà donc ce qui attend nos écoles pour la rentrée scolaire si d'ici là rien ne bouge, mais les différents conseils vont se mettre en place.

En conséquence, le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements, compte tenu de ces éléments et d'une situation générale caractérisée par la dégradation des moyens consentis aux collectivités et plus généralement aux services publics, refuse la suppression des postes d'enseignants et rappelle sa priorité de voir l'Education Nationale dotée des conditions de la réussite pour tous.

Le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements refuse ce projet de carte scolaire et demande au Conseil Municipal de la Ville de Marseille de se prononcer défavorablement sur la carte scolaire proposée par l'Inspecteur d'Académie.

Le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements insiste sur le fait que l'absence de saisine et d'avis du Conseil Municipal de Marseille sur la carte scolaire entache d'illégalité la carte scolaire elle-même.

Nous proposons :

Article 1 : Le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements de la Ville de Marseille rejette la suppression des postes d'enseignants et rappelle sa priorité de voir l'Education Nationale dotée des conditions de la réussite pour tous.

Article 2 : Le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements de la Ville de Marseille s'oppose aux fermetures des classes prévues sur ces arrondissements à la carte scolaire 2011-2012, et demande au Conseil Municipal de la Ville de Marseille de se prononcer défavorablement sur la carte scolaire proposée par l'Inspecteur d'Académie.

Article 3 : Le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements de la Ville de Marseille insiste auprès du Maire de Marseille sur le fait que l'absence de saisine et d'avis du Conseil Municipal de Marseille sur la carte scolaire entacherait d'illégalité la carte scolaire elle-même.

Article 4 : Conformément aux lois et règlements en vigueur, la présente délibération sera transmise à Monsieur l'Inspecteur d'Académie.

Article 5 : Conformément à l'article L.2511-12 et son deuxième alinéa, le Conseil des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> Arrondissements de la Ville de Marseille demande l'inscription de la présente délibération à une prochaine séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille.  
(*Applaudissements*).

Voilà la délibération que je mets aux voix.

#### **Monsieur BOURGAT.**

Monsieur le Maire, M. DAUMERGUE, M. DIMEUR et moi-même, nous refusons de participer à ce vote dans ces conditions.

**Monsieur' HOVSEPIAN.** C'est donc un refus de vote. M. RAHMANI, pour une explication de vote.

**Monsieur RAHMANI.**

Sur tout ce qui vient d'être dit au cours de ce débat je n'ai pas pris la parole parce que j'approuvais bien évidemment, étant un enfant de ces quartiers et connaissant la difficulté que connaissent un certain nombre d'établissements. L'Education Nationale est pour nous un bien trop précieux pour ne pas s'en inquiéter aujourd'hui bien évidemment, et aucune politique quelle qu'elle soit ne peut justifier la suppression de classes, notamment dans les quartiers en difficulté. C'est la raison pour laquelle à titre personnel, mais je crois que ma collègue également à côté, nous avons décidé de nous joindre à cette résolution, cela me paraît la moindre des choses.

*(Applaudissements)*

**Monsieur HOVSEPIAN.** Merci

**Madame LIAUTAUD.**

Monsieur le Maire et chers collègues, juste une petite précision. J'ai bien entendu tout ce qui a été dit aujourd'hui, je suis très sensible à ce sujet qui pour moi fait partie des priorités. On n'est pas là dans un débat partisan binaire UMP contre l'opposition, ce n'est pas cela la question. La question, c'est l'intérêt général, l'intérêt des enfants, l'intérêt des familles. C'est la raison pour laquelle je regrette que le Conseil d'Arrondissements ne soit pas dans son ensemble consulté, parce qu'en tant qu'élus d'arrondissements simplement, on peut être aussi sollicités pour donner son avis. Et je vais donc voter pour ce rapport.

*(Applaudissements)*

**LE RAPPORT N° 11-48 7S, PRESENTE PAR LA MAIRIE D'ARRONDISSEMENTS, EST ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS.**

*(Vote "pour" du Groupe "Faire Gagner Marseille", du Groupe Communiste Républicain et Citoyen, et du Groupe Europe Ecologie-Les Verts, ainsi que de M. Tahar RAHMANI et Mme Nicole LIAUTAUD, refus de vote du Groupe "Faire Partager la réussite de Marseille", l'élu Front National étant excusé)*

**Monsieur HOVSEPIAN.**

Je vous remercie. Nous passons à l'ordre du jour ordinaire. Ceux qui veulent continuer à assister au Conseil d'Arrondissements le peuvent.